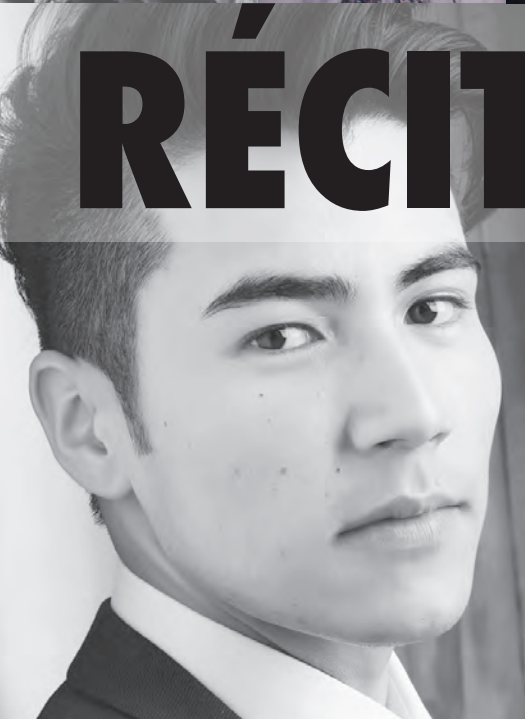
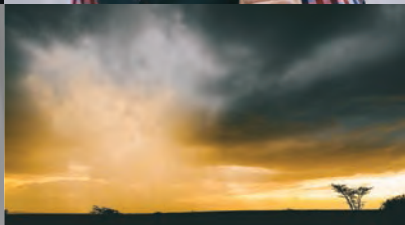




RÉCITS



DE



VIE



*Je suis venu
J'ai vécu
Je l'écris*





La Fondation d'entreprise La Poste favorise le développement humain et la proximité à travers l'écriture, pour tous, sur tout le territoire et sous toutes ses formes. Mécène de l'écriture épistolaire, elle soutient l'édition de correspondances et les manifestations qui les mettent en valeur. Elle favorise également l'écriture novatrice ; en dotant des prix qui la récompensent, en encourageant les jeunes talents qui associent texte et musique et en offrant un espace de découverte de la culture épistolaire élargie avec sa revue Florilettres en consultation sur le site Internet de la Fondation www.fondationlaposte.org - Enfin elle s'engage en faveur de ceux qui sont exclus de la pratique, de la maîtrise et du plaisir de l'expression écrite.

Sommaire

Éditorial	5
Récits de vie	6
Portrait de Monsieur Cheikh Ould	7
Portrait de Monsieur Messaoud	12
Discussion avec Madame Florez Galvez	14
Portrait de Zaïna	16
Portrait d'Henri	19
Portrait de Monsieur G.	23
Récit de vie de Monsieur Sabri	28
Rencontre avec Madame N.	32
Portrait de Jean-Léonard Ndayishimiye	37
Participants	46

Éditorial

La question de l'immigration est d'actualité. Régulièrement, les médias réalisent des reportages sur les migrants. Ils analysent leurs périples pour arriver jusqu'en Europe, leurs parcours pour accéder à un hébergement, leurs espoirs pour arriver enfin à vivre dignement. Mais les connaissent-ils vraiment ? Beaucoup d'idées fausses circulent dans la presse, sur les réseaux sociaux. Au-delà de diffuser des éléments incontestables sur la question, l'établissement ASSFAM de l'association Groupe SOS Solidarités souhaite donner la parole à ces personnes qui ont fait le choix de quitter leur pays pour venir en Europe et plus particulièrement en France. L'Association a commencé cette démarche à travers diverses actions et publications car le témoignage est un vecteur incroyable de diffusion de l'histoire humaine et de lutte contre les préjugés. Dans ces récits, les migrants parlent d'eux-mêmes. Leurs propos sont réels et non reformulés. Cet effet a pour vocation à faire vivre les récits.

Depuis 1951, l'établissement ASSFAM intervient auprès des personnes migrantes en participant au dispositif d'accueil, en menant des actions pour faciliter leur intégration au sein de la société française et, depuis 2010, en étant présente dans les centres de rétention administrative de Paris pour aider les retenus à exercer effectivement leurs droits.

Derrière les discours politiques de tout bord, il y a des vies, des histoires. Qu'ils soient en France depuis peu ou qu'ils y aient construit leur vie, avec ou sans papier, elles dévoilent la diversité de la migration qui ne peut être réduite à une opposition entre l'existence de bons et de mauvais migrants, entre les réfugiés et les autres. Un parcours migratoire se construit en plusieurs étapes et chaque personne rencontrée amène sa touche personnelle à la diversité de la France.

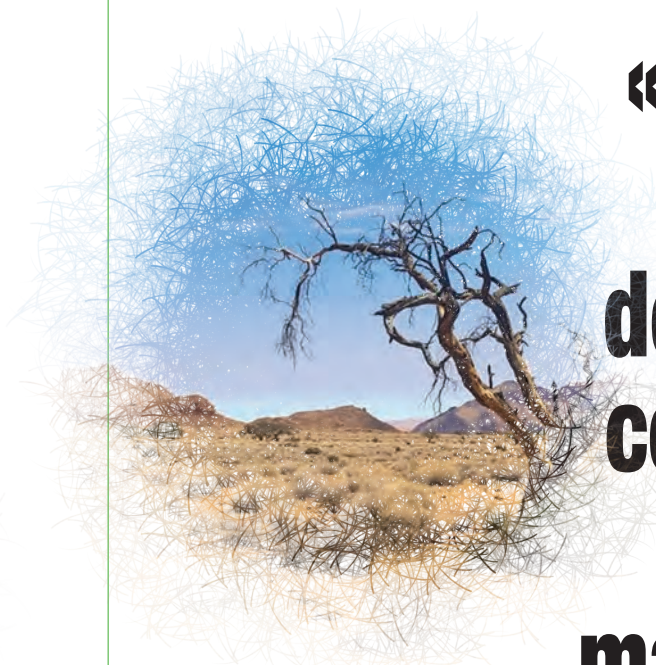
Parce qu'un être est unique, et que chaque récit est raconté différemment, il ne peut y avoir de récits de vie identiques. Les intervenants de l'établissement ASSFAM ont donc fait le choix de laisser une grande marge de liberté dans les histoires racontées. Certains ont préféré répondre à des questions, d'autres ont délivré plus spontanément leur récit. Ils racontent leur vie, leur pays ou seulement des moments importants. Certains récits proviennent même de plusieurs membres d'une même famille. C'est seulement ainsi que nous avons pu donner la voix à des personnes jusqu'ici restées muettes.

Récits de vie

Fragments de vie illustrés d'hommes et de femmes



Portrait de Monsieur Cheikh Ould



Mauritanie - Sahara

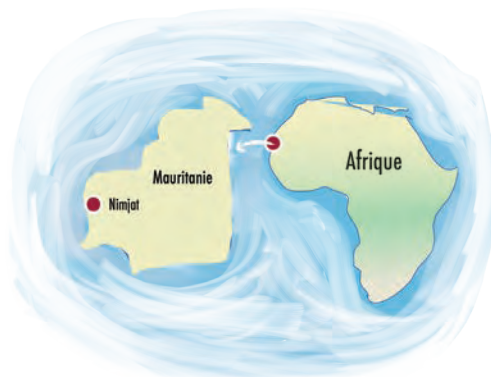
**« Ce qui fait
la valeur
de l'homme,
ce n'est pas
ce qu'il a,
mais ce qu'il
est et ce
qu'il apporte
à la société »**

Nous rencontrons Ould Cheikh et sa femme tout d'abord dans le petit bureau d'un centre social à Villeneuve-la-Garenne, puis à son domicile quelques semaines plus tard. Avec beaucoup de pudeur et de simplicité, Ould Cheikh déroule le fil de sa vie.

L'enfance

« Je suis né en 1951 à Nimjat près de Tiguent, à 200 kilomètres de Nouakchott, terres de Mauritanie. J'ai été élevé par le frère de mon papa, un homme, un morceau de sucre : il ne faisait pas la différence entre sa progéniture, il savait se mettre au service des autres. Mon papa avait vingt et un enfants. Je suis le benjamin. Je l'ai perdu lorsqu'il avait 60 ans, ma maman en avait 45. J'ai six frères du même père et six sœurs de la même mère. Les femmes de la famille n'ont fait aucune étude et c'est une grande plaie. »

« Après l'école coranique à 7 ans, je suis entré à l'école occidentale très tard. A l'indépendance en 1965, j'étais déjà très grand. J'ai fini le cycle primaire en Mauritanie, puis je suis parti au Sénégal à Dakar où j'ai étudié le droit. Ma mère était noire, négro-berbère. A mon époque, la Mauritanie était un pays très raciste, il faut être blanc, l'arabe prédomine, le noir est en dessous. »



« Je suis issu d'une grande famille appartenant à la confrérie religieuse Qadiriyya qui a régné sur toute l'Afrique occidentale : on nous apprend la valeur de l'homme. L'important est ce que chacun apporte à la civilisation ; on a besoin de l'être, non de l'avoir. Dans n'importe quelle société, il ne faut jamais avoir de complexe de supériorité ou d'infériorité mais il faut l'égalité », une égalité défendue par Victor Hugo, son auteur préféré : « c'est un grand penseur, il met l'homme dans une valeur absolue, je l'apprécie beaucoup. »

Les enseignements religieux

« Mon pays est une très ancienne terre d'islam ; en Mauritanie beaucoup de musulmans appartiennent aussi à des confréries religieuses, les plus représentées sont la Qadiriyya et la

Tdjaniyya. Les Qadiriyya dépendent de ma famille, dans la famille Ould Cheikh nous sommes fils du commandeur. »

« La colonisation nous a apporté très peu. Il ne faut pas vivre dans les valeurs d'autrui, mais dans nos propres valeurs. Je suis contre la colonisation. Soyez avec le modernisme mais pas dans la modernité, gardez vos propres valeurs. »

Le chef Cheikh Ahmadou Bamba décédé en plein temps colonial est un très grand homme, lui, n'a jamais utilisé la force ou les armes, c'était un chef spirituel et un poète. Les hommes comme lui n'existent plus. Seul le pouvoir économique intéresse les confréries religieuses, même dans ma famille. Aujourd'hui, je me sens marginalisé dans ma propre famille. »

L'écriture : entre nécessité et désir de transmission

En 2003, il perd sa fille âgée de 14 ans. Il cesse le travail salarié et rentre au pays enterrer sa fille. A son retour dans l'Hexagone, l'envie d'écrire et de transmettre est irrésistible.

« L'incompréhension universelle du message scientifico-technologique du Saint Coran », « Petitesse dans la gran-

deur », « L'homme inconscient dans son ignorance », « Les enfants perdus de la nature », « L'Océan d'ignorance », « Le Temps », sont les titres des livres écrits et mis sous scellés : « lorsque l'irréparable m'arrivera, ce sera à mes enfants de les éditer. » C'est un ami journaliste qui lui montre la bibliothèque de Beaubourg où il se consacre à l'écriture.

On le comprend, Ould Cheikh déplore l'incompréhension du message du Coran, et les 2 i : « l'inaction et l'ignorance. Sans la science, la vie ne pourrait être possible. Dieu a dit « apprends », il n'a pas dit « Viens m'adorer, mais apprends », la science c'est la lumière, c'est la vie, comme l'oxygène, ... »

« L'Islam est la paix par excellence, étymologiquement, le « djihad » c'est « combattre les excès en soi » ; Daesh, c'est le démon démasqué, les sans noms, ils sont inqualifiables. Entre entendre et comprendre le message du Coran, il y a un gouffre. »

Le tournant de 1989

Lorsque le conflit éclate le long du fleuve Sénégal entre la Mauritanie et le Sénégal en avril 1989, Ould Cheikh exerce en tant que diplomate. Il est conseiller juridique en France pour l'Ambassade

de Mauritanie. Il condamne les deux chefs d'Etat : « je ne supporte pas la fausseté, mais en diplomatie, cela ne se fait pas d'exprimer sa conviction ». A l'époque Abdou Diouf et Maaouiya Ould Sid'Ahmed Taya sont responsables selon lui de l'escalade de la violence qui aboutit à des milliers de morts de part et d'autre de la frontière. Ould Cheikh est poussé à la démission suite à un refus de partir pour Moscou et perd son statut de diplomate.

« J'ai fait en France plus de 30 ans »

Du jour au lendemain, il devient clandestin, sans papiers et perd son logement de fonction. C'est la descente aux enfers. C'est une assistante sociale qui réussit à lui redonner espoir et l'aide à constituer son dossier pour demander l'asile. Il est reconnu réfugié sous Mitterrand.

« Quand je suis arrivé, j'ai été confronté à la réalité de la France et à ce grand mot : l'« intégration ». Je ne suis pas contre mais est-ce qu'il faut laisser ma culture d'origine de côté ? Je dis non, je ne renonce pas à ma culture. Je pense qu'il faut prendre tout ce qui est bon ici et là-bas. »

Il obtient un logement à Villeneuve-la-Garenne en 1987 et travaille dans la

sécurité puis crée une entreprise, la Cécoditra (Centrale de Distribution et de Transport en Import /Export).

« J'ai trois images de la France. Celle d'avant que je ne vienne ici, l'image des livres où tous les hommes sont égaux. Quand je suis arrivé et que j'occupais un poste à responsabilité où j'avais les honneurs, j'étais respecté et considéré, c'est un autre visage qui m'est apparu. Et lorsque j'ai quitté mes responsabilités et que j'ai connu mon lot de difficultés, j'ai découvert une autre image de la France, celle des immigrés et des réalités qu'ils vivent au quotidien. »

L'action, la création d'une association

« J'ai créé une association en Casamance au Sénégal d'où est originaire ma femme, l'Agripromalifa pour lutter contre la faim, protéger la nature, promouvoir l'agriculture locale et lutter contre l'illettrisme. L'assistanat, je n'aime pas ça. »

Régulièrement, je collecte les vêtements et les manuels scolaires, qui sont ensuite distribués aux villageois. Je fais le suivi sur place et je vis entre les deux pays. »



Portrait de Monsieur Messaoud

« Souvenir de la presse bliss »



Presse BLISS

Portrait de Monsieur Messaoud

Gennevilliers, ancienne ville ouvrière, façonnée par l'histoire de l'immigration, laisse encore deviner des horizons de zones industrielles. Ni vraiment laide, ni tout à fait belle, en été la lumière est éclatante. C'est ici que je rencontre Messaoud pour la première fois, devant la presse Bliss de l'avenue Gabriel Péri. Et c'est ici-même qu'il me donnera rendez-vous pour chacune de nos rencontres. A chaque fois, c'est la même scène qui m'accueille...

Un homme, de dos, devant la presse. La silhouette bien droite, impeccable, robuste, pareille à un arbre profondément enraciné. De profil, les épaules sont légèrement voutées, seul argument qui fait deviner le poids de l'âge. Les années n'ont toutefois pas marqué son visage comme s'il les avait sautées. Le regard fixe. Une certaine douceur. Impossible de se prononcer sur la couleur de ses yeux, on n'y distingue que le reflet des peintures criardes de la machine, qui lui fait face, une presse d'embouteillage jadis destinée à donner une forme à la tôle. Elle est impressionnante : cent cinquante-cinq tonnes et huit mètres de haut. Composée d'un bâti fixe et d'une partie verticale, mobile, tout en acier fondu et fonte, un relief peint et mis en valeur par des couleurs très vives rouge, jaune, vert. Les couleurs contrastent avec le gris des bâtiments, encore inachevés, surgissant du chantier qui se verra accueillir le futur éco-quartier de la ville.

Il y a quelques mois encore, c'était un terrain vague et poussiéreux de sept hectares. Un « terrain » qui a été le témoin d'une histoire pourtant centenaire. La même qui lie l'homme et la machine, celle des usines Chausson, spécialisées dans la fabrication des carrosseries et radiateurs pour automobiles. Tous deux ont quitté l'obscurité des ateliers en 2000, à la fermeture de l'usine. Sept ans plus tard on rase tout et on conserva la presse Bliss qu'on installera à l'endroit même où se trouvait l'entrée.

Il ne saurait dire depuis quand il a pris l'habitude, comme aujourd'hui, de venir reposer son regard, ses souvenirs devant la presse Bliss. Il me dit qu'à chaque fois ce sont les mêmes souvenirs qui affluent : un millier d'hommes portugais, espagnols, italiens, marocains, algériens, gennevillois, ouvriers, tôliers, menuisiers, modeleurs, tourneurs, soudeurs, harasés, la mine fatiguée, remontant quotidiennement l'avenue. Un instant, on croit entendre leurs pas battant le pavé mais ce n'est que le bruit du vent. Pour les rares passants qui observent tout comme moi la scène, il s'agit d'une histoire passée, rasée, mais pour Messaoud c'est une histoire qui ne se dissout pas comme le témoigne son face à face muet, dans une quasi communion, qui garde la force de cette mémoire.



Discussion avec Madame Florez Galvez

« Prête à attendre »

Pérou



Portrait de Madame Florez Galvez

« Je m'appelle Florez Galvez Mirtha. Je suis née le 1^{er} décembre 1950 au Pérou. J'habite à Annemasse. Je suis arrivée en France en 2005, en passant dans un premier temps par l'Espagne. En effet, je suis de nationalité péruvienne et il m'a semblé plus facile dans un premier temps de m'installer dans un pays occidental dans lequel je parle et comprends la langue. En plus, mon fils était parti quelques temps auparavant pour Madrid afin de trouver un travail plus facilement. Je l'ai rejoint après avoir perdu mon mari suite à un accident de travail. Je ne voulais pas rester seule.

En Espagne, j'ai découvert une autre forme de misère : la vie est moins chère que d'autres pays, mais le salaire minimum est très bas lui aussi, et trouver un travail était très très compliqué. Moi, je voulais me débrouiller seule et être indépendante. Je suis donc partie pour la Suisse pour avoir une chance d'avoir une vie plus stable et un meilleur travail (je travaillais dans un magasin au Pérou).

J'ai réussi à trouver un emploi en Suisse en tant que femme de ménage, mais je ne trouvais pas de logement. J'ai entendu parler d'un système nouveau pour moi, les frontaliers. Je voulais garder mon travail suisse. J'ai donc décidé de m'installer en France, dans une ville proche de la frontière mais sans faire beaucoup de route le matin et le soir.



Pour mon départ à la retraite, je ne voulais plus rester aussi près de la frontière et je suis venue sur Annemasse, dans le foyer ADOMA, dans lequel je vis depuis le 9 juillet 2015.

Aujourd'hui, je vis seule dans la résidence. Je ne sors pas beaucoup. Je suis retraitée depuis bientôt trois ans. J'ai une petite retraite et j'ai donc fait un dossier d'Allocation solidaire aux personnes âgées. J'ai également obtenu une carte de séjour d'une durée de dix ans.

Depuis quelques années, je pense à prendre la nationalité française. J'ai décidé de « sauter le pas » en mai 2017 car je me sens de plus en plus intégrée dans la société française. J'attends avec impatience de pouvoir montrer ma carte d'identité française. Le parcours est très long. Mais je suis prête à attendre.

Pour le moment, je ne veux pas quitter la résidence ADOMA. Je ne me vois pas retourner au Pérou, mon pays d'origine : je n'ai plus de contact avec qui que ce soit sur place, ma vie étant désormais en France.»

Portrait de Zaïna

« La mémoire tchétchène en exil »



Russie

Portrait de Zaïna

L'arrivée de Zaïna en France s'inscrit dans le contexte de la deuxième guerre de Tchétchénie. Située dans le Caucase Nord, la Tchétchénie a été le théâtre d'un conflit interminable entre les indépendantistes tchétchènes et l'armée russe. Après un premier conflit (1994-1996), le pays a sombré dans une seconde guerre en 1999. C'est celle-ci qui conduira Zaïna à fuir le pays avec ses deux enfants Mariam et Denis.

Les combats étaient très violents, les civils proches ou supposés proches de combattants ne sont pas épargnés. Elle y a perdu trois de ses frères. Il y a eu également beaucoup de disparus. Tous les hommes étaient suspectés d'être des opposants. Son fils aîné, alors âgé de 18 ans, disparaît et son mari, qui était journaliste, est enlevé. Ne sachant rien de ces disparitions, elle les cherchera longtemps. La vie à Grozny est très vite devenue impossible, les bombes qui pleuvent, la peur qui la tenaille, elle craint pour ses enfants encore en bas âge. Alors, comme des milliers d'autres personnes, elle fuit la ville invivable, confie sa maison, son commerce à des membres de sa famille et rejoint l'Azerbaïdjan en 2003.

C'est à Bakou, dans la capitale azérie, que Zaïna déposera sa demande d'asile auprès du Haut Commissariat aux Réfugiés et qu'elle connaîtra la précarité de l'exode forcé. Pas assez de nourriture,



de vêtements et de médicaments pour tout le monde. Sa fille Mariam avait tout juste trois mois.

Pendant deux ans, elle s'occupe des enfants du centre d'accueil où elle est hébergée. Des projets de soutien aux réfugiés sont mis en œuvre par des organisations internationales présentes dans la région. Une ONG canadienne soutient les projets de Zaïna qui reçoit le premier prix. En effet, c'est une femme qui fourmille d'idées. Une nouvelle voie professionnelle s'ouvre alors pour cette diplômée en économie. Sans hésitation, on reconnaît en elle ses multiples talents, son leadership, son dynamisme et sa capacité à créer malgré l'adversité. On la désigne comme la référente d'un groupe de 1 500 femmes tchétchènes et on lui confie un petit ordinateur portable, un note book, sur lequel elle travaille sans relâche. Elle propose et anime des ateliers de coutures pour mettre en valeur



le savoir-faire des femmes du centre d'accueil, elle organise des expositions et des défilés, met en place un partenariat avec le parc zoologique de Bakou pour y organiser des visites avec les familles réfugiés, et met en lien les gens de « la communauté ». Dans le même temps, Zaïna ne cesse de chercher son « garçon » disparu, car c'est dans l'espoir de le retrouver qu'elle place toute sa force.

En 2009, six ans après avoir quitté la Tchétchénie, sa demande d'asile est reçue en France. L'horizon français ne fait pas rêver Zaïna, elle espérait au moins partir pour le Canada. Lorsqu'elle atterrit à l'aéroport de Roissy - Charles de Gaulle, elle pleure. Elle prend conscience qu'en s'éloignant de Grozny, s'amenuisent les chances de retrouver son « garçon ». Difficile de faire le deuil de ce fils disparu. C'est le temps de l'exil intérieur. A la douleur maternelle, s'ajoute la « rupture » avec sa terre d'origine, l'isolement, la difficulté de la langue et des démarches administratives. Les conditions d'accueil ne sont pas celles qu'elle espérait.

Quatorze ans après son départ de Tchétchénie, son parcours de réfugié n'en finit plus de se poursuivre. Depuis son arrivée en France, ses enfants et elle sont toujours hébergés en hôtel social. Ils changent souvent de lieux et de villes.

Cette situation, instable, met en difficulté Denis, âgé aujourd'hui de 16 ans. Il s'enferme dans un mutisme inquiétant qui l'empêche d'avoir une scolarité assidue. Zaïna est démunie, elle a peur de « perdre » ce fils qui lui reste. Elle aimerait retrouver sa capacité d'agir, son pouvoir d'entreprendre et d'aider les gens. Le dynamisme qu'elle avait à Grozny et à Bakou, c'est ce qui donnait du sens à sa vie et le courage d'avancer. Mais, toutes les fois où elle s'est rendue à la mairie pour solliciter un soutien dans la création d'une association qui viendrait en aide aux personnes isolées, on lui reproche de ne pas bien s'exprimer en français. Or, l'ensemble de nos échanges avec Zaïna, ont toujours été réalisés en langue française, sans aucun interprète. Elle ressent cela comme une nouvelle injustice. Qu'importe, il en faut plus pour décourager Zaïna qui, dans cette perspective, souhaite transmettre son vécu de femme tchétchène en exil et retrouver un jour son « garçon ».



Portrait d'Henri

« Le lévrier flegmatique »



Algérie



« **M**a fille scolarisée au collège en classe de troisième, étudie actuellement les guerres de colonies et alors qu'elle m'interpelle sur mon vécu de la guerre d'Algérie (je suis née à Alger en 1960), je réalise que mes parents ont vécu une période historique malheureusement mal enseignée ou du moins, enseignée de façon incomplète.

C'est de là que m'est venue l'envie de vous raconter non pas mon histoire (je n'ai vécu que deux ans en Algérie) mais l'histoire de mon père, plus exactement ce que j'en connais, et à travers elle, ce qui mérite d'être raconté de l'histoire des juifs d'Algérie».

Henri, né le 11 décembre 1918 à Mostaganem, est le dernier d'une famille de six enfants.

Scolarité studieuse à Mostaganem puis à Alger. Il accède, à l'âge de dix neuf ans et après l'obtention de ses titres universitaires, à la fonction publique où il est reçu premier au concours d'attaché administratif au Ministère de l'Agriculture.

Président de la jeunesse sportive scolaire et universitaire d'Alger il y déploie une grande activité. Il adhère aux Eclaireurs Israélites de France et se voit confier la direction d'un groupe de jeunes en qualité de commissaire local, sous le totem de «lévrier flegmatique» ; totem qui lui va



comme un gant avec son allure de «lord Anglais», son calme et son sang froid. Passionné par son action auprès des jeunes, il arrivera au plus haut niveau de la hiérarchie scout d'Algérie.

L'origine des juifs en Algérie a fait l'objet de plusieurs controverses d'historiens. Certains pensent qu'il y aurait eu une conversion au judaïsme d'un certain nombre de tribus berbères qui peuplaient ces régions plusieurs siècles avant l'avènement de Mahomet et de l'ère de l'Hégire. Pour d'autres, expulsés d'Espagne par Isabelle la Catholique en 1492, les juifs seraient venus se réfugier en Afrique du Nord (d'où le qualificatif de «séfarade», ce mot signifiant «issu d'Espagne» en Hébreu). Berbères judaïsés ou Juifs berbérisés, quoi qu'il en soit, les historiens sont unanimes pour les considérer comme de vrais autochtones de l'Afrique du Nord.



David Cohen, père de René Cohen.
Ancêtre d'Henri

En Algérie, l'occupation des troupes françaises le 5 juillet 1830, va rendre l'histoire des juifs algériens encore plus singulière. Très rapidement, et à la suite de plusieurs réformes, l'émancipation législative, judiciaire, administrative des juifs d'Algérie va de pair avec leur assimilation culturelle et sociale à la France. Elle se conclut en 1870 par le décret «Crémieux» du nom du ministre de la justice de l'époque qui naturalise en bloc les juifs algériens.

La famille d'Henri n'échappe pas à cette adhésion massive à la France. Si

en 1870 Adolphe Crémieux fera 37 000 nouveaux Français, ils seront également 70 000 sur les champs de bataille en 1914, dont le père d'Henri. Les juifs d'Algérie n'échapperont pas non plus à l'antisémitisme français en 1940 qui pris là des formes d'autant plus aiguës qu'il servait tout à la fois les intérêts de la colonisation et de l'idéologie anti colonialiste.

Radié de la fonction publique en application des lois raciales, le 18 décembre 1940, Henri entretient l'esprit de résistance chez les jeunes juifs au sein des éclaireurs, aidé par une équipe de camarades.

La journée du 8 novembre 1942 le trouve aux côtés de ses compatriotes lors de la libération de l'Afrique du Nord par les troupes alliées.

Mobilisé en février 1943, il accomplit ses campagnes militaires à l'Etat Major du Maréchal de Lattre de Tassigny où il est nommé sous-officier.

A sa démobilisation, il réintègre la Fonction Publique aux affaires économiques.

Quand en 1946, dans l'objectif de «le caser», sa mère et ses frères vont lui présenter une jeune fille «de bonne famille», Henri ne s'imaginer pas qu'il va vivre cinquante huit ans d'un tendre et bel amour partagé. Après un premier

enfant né en 1948, ils attendront douze années pour avoir la deuxième. « On espérait la fin de la guerre d'Algérie » disait-il. Heureusement qu'ils n'ont pas vraiment attendu, sinon je ne serais pas là pour vous raconter cette histoire.



Mariage d'Yvette et d'Henri

Henri, en Algérie, est très exposé : d'un côté par le FLN (Front de Libération Nationale) parce qu'il est fonctionnaire et de l'autre par l'OAS (Organisation Armée Secrète) pour ses amitiés avec des Algériens.

En 1962, c'est dans l'exil métropolitain que plus de cent mille Juifs, dont Henri et sa famille, se fondront véritablement dans le melting pot des Européens d'Algérie : ils deviendront alors les « pieds-noirs » sans vraiment l'être puisque leur famille était originaire d'Algérie depuis plusieurs générations.

Le flegme légendaire d'Henri aura malgré tout le dessus et quitte à tout recons-

truire, autant le faire bien ! Il retrouve son emploi dans la fonction publique et gravit les différents échelons de la hiérarchie jusqu'au poste d'adjoint au directeur des affaires économiques à Versailles puis Inspecteur Principal au ministère de l'économie à Paris où il prend sa retraite en 1980. A chaque changement d'emploi, changement d'appartement, toujours un peu plus grand, toujours en Ile de France.

A sa période d'activité professionnelle succèdera une longue période d'activité militante pour la défense des droits des consommateurs. Avec des collègues, ils seront à l'origine de la création de la revue « 50 Millions de consommateurs », devenue de nos jours un site internet.

Henri mettra la même ardeur et la même passion dans cette action que dans celle qu'il avait menée auprès de la jeunesse scout. La solidarité, la fraternité, la lutte contre les inégalités seront des valeurs qu'il aura toujours eu à cœur de porter dans chacun de ses actes.

Il sera emporté en 2004 par les suites d'une maladie de Parkinson.

Portrait de Monsieur G.

« Je n'ai pas l'habitude de me plaindre »



Russie



Monsieur G., de nationalité russe, est arrivé en France en 2010. Il y a rencontré Madame K., de nationalité française. Ensemble, ils ont eu deux petites filles, âgées d'un an.

Fin 2016, à la suite d'un contrôle routier, Monsieur G. a été placé au centre de rétention de Paris, d'où il a été libéré deux jours plus tard.

Comment avez-vous vécu ces quelques jours où Monsieur G. était au centre de rétention ?

Madame K.

« Vous savez, c'est une personne très maniaque. Ce qu'il aime, c'est la propreté. Alors, au centre... vous pensez bien, il n'était pas très bien ! C'est ça qui l'a gêné. La question de la propreté.

Moi aussi j'ai mal vécu cette période. Je n'étais pas très bien. Je me suis retrouvée toute seule avec nos filles. Vous savez, je n'ai pas l'habitude, car il est toujours là. On est toujours ensemble, d'habitude.

Ma mère nous a aidé : elle a gardé les petites, comme ça j'ai pu courir partout. En plus, à ce moment-là, j'étais enceinte, au début de ma grossesse. Et quand je suis enceinte, je suis très nerveuse, de



mauvaise humeur. Alors, heureusement, ça n'a duré que deux jours ! Mais ce n'était pas facile.

Il m'a appelée tout de suite quand il s'est fait interpeller sur les Champs Elysées. Il est resté au téléphone pendant vingt à trente minutes, pendant que les policiers vérifiaient ses papiers. Comme ça, je pouvais entendre ce qui se passait. Et tout d'un coup, j'ai entendu un policier qui lui a demandé de raccrocher. J'ai juste entendu « reconduite à la frontière », ou quelque chose comme ça,



et ça a raccroché. J'ai essayé de rappeler tout de suite, mais il ne me répondait plus. La course a commencé. Je pensais qu'il était au commissariat du 8^{ème} arrondissement, comme il s'était fait interpellé sur les Champs Elysées. Mais il m'a rappelé alors que j'étais en route, pour me dire que les policiers lui avaient dit qu'il était dans le 15^{ème} arrondissement. J'y suis allée, mais j'ai été renvoyée vers le commissariat du 7^{ème}. Il n'y était pas non plus. Je me suis finalement rendue au commissariat du 8^{ème} arrondissement. Les policiers à l'accueil m'ont dit qu'il n'était pas là non plus, mais si !

Son cousin a réussi à s'entretenir avec un policier qui lui a confirmé sa présence et lui a dit qu'il serait relâché le lendemain matin. Donc je me suis calmée, je suis rentrée à la maison rassurée.

Le lendemain matin, nous nous sommes très vite préparées avec les filles (des jumelles, nées en 2016). Sur la route, j'ai appelé le commissariat et j'ai appris qu'il était déjà parti pour le centre de rétention. Nous avons alors pris un taxi.

Là, nous avons attendu longtemps, deux ou trois heures. Les policiers devant le centre étaient très gentils.

Ensuite devant le juge, ça a été très court, ça a duré cinq minutes, voir même deux. L'avocat de la préfecture a parlé, sur la retenue, les horaires, moi je ne

comprenais rien. Et puis le juge a décidé de le libérer ! L'avocate n'a même pas parlé. On était très surpris. Je me suis dit que le juge avait vu tous les documents relatifs à notre vie de famille, mais je ne sais pas vraiment. »

Monsieur G.

« Je suis un homme, je n'ai pas l'habitude de me plaindre. Mais ce qui m'inquiétait le plus, c'était ma famille qui était dehors. C'est ça qui était difficile. Je me disais aussi que les autres retenus étaient dans la même situation que moi. S'ils survivent, pourquoi pas moi ?

Mais ce n'est pas le meilleur endroit, vous savez. Et il y avait des personnes ... Vous savez...

Il faisait froid. Il y avait beaucoup de bruit.

Je m'entendais bien avec tout le monde, les détenus, les surveillants.

Vous savez, on grandit en Tchétchénie, ce n'est pas un problème ce genre d'endroit. J'ai grandi au milieu de la guerre.

Mais ma famille avait besoin de moi, et ça, ça m'inquiétait. Un jour, j'ai demandé à être transféré de bâtiment, pour me rapprocher d'une personne qui parlait russe, quelqu'un qui a la même





mentalité que moi. Il y a des choses qu'on ne se permet pas de faire ou de dire, dans les pays de l'Est. Les autres ne comprenaient pas forcément ça. Parfois ils disaient des choses ou rigolaient sur des choses mais pour moi, ça ne se faisait pas. Et puis là-bas, les chambres sont doubles. Alors les amis des autres viennent dans la chambre, ils fument dans la chambre. Moi je ne fume pas.

Ça c'était difficile. Heureusement un des surveillants a compris ma situation et j'ai pu avoir une chambre à part, tout seul. Je ne voulais pas en arriver à frapper quelqu'un car je ne me sentais pas respecté, vous comprenez ?

Mais dans l'ensemble, tout le monde était très gentil, je n'ai eu aucun pro-

blème. Même si les personnes là-bas n'ont pas de papiers, ce sont des gens, ils ont des droits. Pour moi, les personnes qui travaillent là-bas l'ont compris. »

J'ai gardé confiance dans le fait que j'allais rester en France. Je ne pouvais pas penser que j'allais partir, avec ma famille ici, mes enfants ici. Je m'étais quand même préparé à rester 45 jours. Pour me préparer au pire. J'ai pensé à l'avion, mais pour moi, j'avais 90 % de chance de rester en France, avec mes enfants, et aussi avec l'autre affaire devant la justice, pour laquelle j'étais convoquée en tant que témoin.

Je ne m'attendais pas du tout à être libéré aussi vite, surtout que l'avocate m'avait dit qu'ils feraient appel, et que j'allais retourner au centre. Mais non ! J'étais très heureux d'être libéré !

Le moment le plus difficile, c'est la route entre le centre et le tribunal, enfermé dans des cages verrouillées. On était nombreux, des gens voulaient vomir. Certains pleuraient, je ne me sentais pas bien en voyant ça. On nous fouille, on nous emmène en haut, en bas, on nous change de pièce tout le temps.

Le meilleur moment, c'était d'être libéré, de me retrouver devant le palais de justice de Cité ! »

Madame K.

« Il m'a appelé pour me dire qu'il était dehors. J'étais partie avec son cousin, parce que l'avocate nous avait dit qu'il ne serait pas libéré. »



Donc quand il m'a appelé pour me dire qu'il était dehors, j'ai d'abord cru qu'il me faisait une blague ! Et ensuite, j'étais très heureuse. Je n'ai pas l'habitude qu'il ne soit pas là. Ça n'arrive jamais qu'il ne soit pas là deux jours de suite !

Maintenant, ça va. Juste, c'est difficile avec les filles, parce qu'on doit les emmener partout, quand on fait des démarches. Parfois, c'est bien quand ma mère peut nous aider. Mais ça va, on y croit ! On va aller jusqu'au bout.



Récit de vie de Monsieur Sabri

« Être droit et
ne pas faire
de mal aux
autres »



Maroc



Récit de vie de Monsieur Sabri



« Je m'appelle Sabri Labri. J'habite à Asnières-sur-Seine et je parle quelques mots de japonais.

Depuis deux ans, je suis bénévole et militant dans une association. J'ai commencé à m'intéresser au militantisme car je fais partie des membres du conseil de concertation du foyer où j'habite. Hier, nous étions avec d'autres camarades, au rassemblement qui a eu lieu à Paris pour la commémoration de la mort de Brahim Bouarram. C'était un jeune d'origine marocaine qui a été tué et jeté dans la Seine par des militants du Front National. C'est arrivé le 1^{er} mai 1995. Cela fait vingt-deux ans aujourd'hui. Il y avait beaucoup de monde, des personnes de toutes les nationalités et de tous les âges. Il y avait aussi des syndicalistes ainsi que de nombreux policiers.

Aujourd'hui, je suis à la retraite mais avant cela j'ai travaillé dans la métallurgie. Par

la suite, j'ai été chauffeur-livreur et j'ai également été épicier pendant plusieurs années. J'ai même eu ma propre épicerie durant quatre ans. C'était un magasin d'alimentation générale qui était situé à Arcueil dans le Val-de-Marne. Mais rapidement, j'ai « coulé » car un hypermarché s'était installé juste en face de mon magasin. Je ne faisais plus de chiffres d'affaires et j'ai dû vendre mon magasin. C'était en 1981. A



Maroc

l'époque, cela m'arrangeait de changer régulièrement de travail car à la fin de chaque contrat, cela me permettait de rentrer au Maroc, voir ma famille, ma femme et mes enfants. Autrement, je n'aurais pas pu y aller aussi souvent, ni voir mes enfants grandir.

J'ai oublié de vous dire d'où je suis originaire. Je viens de Tiznit au Maroc et je suis arrivé en France en 1970, au mois d'octobre, par le bureau d'immigration. Grâce à mon cousin, j'avais obtenu un contrat pour venir travailler dans



une fonderie, la fonderie Cromback de Nanterre où j'ai passé un an. Nous avions, nous les ouvriers non qualifiés, des contrats d'un an renouvelables. Le patron n'avait pas le droit de nous licencier et nous de partir avant la fin du contrat. Dans cette usine, il n'y avait que des maghrébins, majoritairement des marocains et la plupart était francophone. L'usine fonctionnait en 3x8, c'est à dire qu'elle ne fermait jamais, les machines fonctionnaient et les hommes travaillaient vingt-quatre heures sur vingt-quatre. On y fabriquait des pièces de mécaniques de précision, des rails de chemin de fer, des plaques d'égouts.

Je ne suis pas le premier homme de la famille à avoir immigré. Mon père

était déjà immigré ici et travaillait chez la société OTIS, spécialisée dans la réparation des ascenseurs. Il était sur Argenteuil. Ensuite, il a été ouvrier chez Citroën, à Levallois-Perret. A sa retraite, il est retourné au Maroc. Il est décédé en 2004. Lui, contrairement à moi, était venu sans contrat, juste avec un passeport, il n'a pas eu besoin de passer par le bureau d'immigration. Moi, il a fallu que le patron m'envoie un contrat pour pouvoir venir.

J'avais aussi un oncle qui était en France. Mon grand-père, lui aussi était venu, en 1916. J'avais trouvé un document à la maison qui indiquait qu'il avait séjourné au Mans, c'était un contrat de travail de l'époque. Ce document c'était un



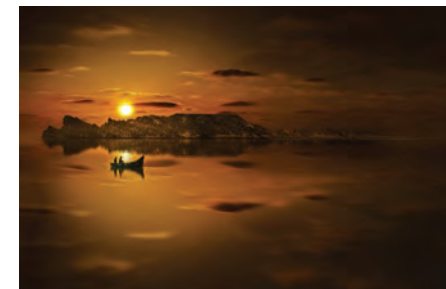
Maroc

petit carnet où il était indiqué qu'à son arrivée, on lui avait remis une paire de brodequins, une chemise kaki, un short et le montant de son salaire. Le carnet mentionnait même le bateau par lequel il était arrivé, c'était le paquebot Chaouïa de la compagnie PAQUET.

En arrivant ici, j'ai obtenu une carte de séjour d'un an, elle était orange. Quand elle a expiré, je l'ai renouvelé et j'ai obtenu une carte de trois ans, qui était verte. A ce deuxième renouvellement, je m'étais promis de retourner rapidement au pays et de plus renouveler mes papiers. Finalement, au bout de ces trois années, j'ai renouvelé mon titre de séjour et j'ai demandé une carte de dix ans. Maintenant, cela fait quarante-cinq ans que je suis ici, le temps a passé sans que je m'en aperçoive.

Aujourd'hui, je vis entre la France et le Maroc, entre Asnières et Tiznit, je reste ici deux mois et je retourne au pays deux mois.

J'ai une petite retraite, c'est pour cela que je viens de déposer un dossier pour demander l'Allocation de Solidarité pour les Personnes âgées. J'attends toujours la réponse de la Caisse Nationale de l'Assurance Vieillesse, c'est long, il me réclame toujours un papier. Parfois, je me demande si ce n'est pas fait exprès pour nous décourager. Alors je patiente et me contente de ce que j'ai même si



Maroc

les fins de mois sont difficiles. J'envoie de l'argent à ma femme et à mon fils qui est toujours étudiant en Sciences de l'Education à l'université de Rabat. Je l'aide à payer ses études. Il aime dessiner, il fait de la caricature et écrit aussi de la poésie.

Avant, même si les temps étaient durs, il n'y avait pas beaucoup de tentation, c'est-à-dire que l'on se contentait de peu. De nos jours, il y a ce que l'on appelle la mode, on a une chemise et lorsque l'on voit la même mais avec un bouton en plus, il nous la faut absolument. On appelle cela la mode. A notre époque, on cherchait juste à se couvrir et être propre. On se contentait de ce que l'on avait. Il y avait une chose aussi très importante pour nous, les travailleurs immigrés, la solidarité. Nous étions tous très solidaires les uns avec les autres car aucun d'entre nous n'avait oublié d'où il venait, personne n'avait rejeté sa culture d'origine. L'essentiel pour notre génération, c'était d'être droit et de ne pas faire de mal aux autres.»

Rencontre avec Madame N.

« Être enfermée
m'a fait
comprendre
le bonheur
d'être libre »

Amérique du Sud



Rencontre avec Madame N.

Madame N. est originaire d'Amérique du Sud. Interpellée lors d'un contrôle sur son lieu de travail, elle a été placée au centre de rétention du palais de justice de Paris, sur la base d'une obligation de quitter le territoire français.

Elle a été remise en liberté à l'expiration du délai légal de rétention (45 jours), (depuis janvier 2019, 90 jours).

Nous la rencontrons à la terrasse d'un café, quelques semaines après sa libération.

« Je suis arrivée en France il y a cinq ans pour faire mes études. Je maîtrisais le français plus ou moins bien, mais j'ai commencé une licence en biologie marine dans une université du sud de la France. Je suis venue avec un visa étudiant valable 3 mois, puis j'ai obtenu un titre de séjour étudiant d'un an, que j'ai pu renouveler jusqu'à la fin de ma licence.



Après l'obtention de ma licence, je n'étais pas très motivée pour faire un master. Je suis alors venue à Paris, toute seule, pour trouver un travail. J'étais un peu perdue à cette époque, comme tous les gens de cet âge-là qui doivent faire des choix sans en avoir vraiment envie.

J'ai trouvé un petit boulot pendant 2 ans. Je m'acharnais à travailler et à bien faire mon travail, je n'ai eu aucun jour de congé pendant toute cette période. Je savais que mon titre de séjour n'était plus valable mais je me disais « je travaille, je ne suis pas une délinquante », « j'ai un travail déclaré ! ». C'est vrai que j'avais négligé ma situation administrative mais je pensais vraiment que le travail me protégerait.

Pourquoi on aurait pu m'interdire de rester en France alors que je travaillais et que je payais mon loyer ?



Je vivais plutôt bien, j'étais assez sereine mais j'évitais tout de même de prendre le métro ; je préférais me déplacer en vélo.



Un jour, alors que j'étais sur mon lieu de travail, des policiers sont venus effectuer un contrôle. Ils m'ont demandé mes papiers et c'est là que tout a commencé. J'ai très vite compris que j'allais être la victime de tout ça. Au début, quand je leur ai dit que je n'avais pas de papiers, ils m'ont rassuré en me disant qu'il n'y avait pas d'infractions pénales, que c'était juste un problème administratif. Mon patron a aussi été interrogé.

J'ai ensuite été emmenée au centre de rétention pour femmes. Les policiers n'arrêtaient pas de me dire que j'allais rester seulement 48h. Je les croyais.

Mon problème, c'est que je suis arrivée au centre le samedi matin, et je n'ai pu rencontrer l'ASSFAM que le lundi, alors que le délai de recours était déjà expiré.

En arrivant au centre, nous sommes désorientées, perdues. Néanmoins on garde l'espoir, l'espoir d'une erreur ou de quelques failles dans le système judiciaire. Les questions pullulent et se multiplient : « quelqu'un s'est-il trompé ? » « Tomberai-je sur un juge qui ne cautionne pas ce type d'établissements ? » « Existe-t-il un vice de procédure dans mon dossier ? ».

Le deuxième jour, un long et rébarbatif procès commence, c'est ennuyeux : en tout cas, ça l'était pour moi. Notre destin repose sur les épaules des avocats et des juges qui prennent en l'espace de quinze minutes une décision qui affectera le reste de notre vie.



Pendant la rétention, on se sent très seul dans sa tête. Notre existence n'a plus vraiment de sens. L'attente et l'angoisse prennent le dessus. J'ai essayé au maximum de ne pas me laisser aller,

de me changer les idées en participant aux activités proposées : dessins, confections, bijoux. Mais très vite, je n'avais plus ni le courage, ni l'envie.

Je dois quand même dire que j'ai fait des rencontres improbables, avec des filles que j'ai revu depuis ma sortie. Au centre, il y a des élans de compassion, de solidarité et de partage, même si nous sommes toutes très conscientes de la réalité de nos situations personnelles.

Je n'oublierai jamais ces filles, elles m'ont apporté beaucoup plus que les gens que j'ai rencontré depuis les cinq dernières années. Le fait de partager des moments si difficiles m'a beaucoup aidé. Je pense notamment à Wang, une chinoise avec qui j'ai eu des liens très forts et qui m'apprenait à parler sa langue le soir. Ou encore à Cristina, celle avec qui je partageais ma chambre et avec qui j'ai beaucoup ri et beaucoup pleuré. Dans notre lit superposé, elle dormait au-dessus de moi, elle descendait pour s'allonger tête-bêche à côté de moi ; Cristina et moi avons pleuré ensemble dans ces dix mètres carrés qu'on appelait « notre chambre ». Il y avait une table, deux chaises et notre lit. Elle me racontait son histoire, sa petite fille, ses joies et ses chagrins. J'essayais de la rassurer et de lui donner des conseils et des petites « astuces » quant aux

démarches administratives qui allaient suivre, vu que j'étais arrivée avant elle.

Les échanges avec les co-retenues soulagent le poids de l'enfermement.

Au centre de rétention, il y a aussi un rapport particulier avec les policiers et policières. Ils sont parfois très sympas,



et le lendemain très méchants. Un jour j'ai été conduite de force au consulat. Comme je ne voulais pas y aller, une policière m'a pris très violemment par le bras et m'a poussé. Elle me criait dessus : « Vas-y lève-toi, fais pas ta gamine ! ». Cela m'a marqué car c'est une policière avec qui je m'entendais plutôt bien, celle qui m'avait consolé quelques jours auparavant.

J'avais tellement peur d'être renvoyée dans mon pays de cette manière, escortée par la police ! Je trouvais ça tellement honteux que j'avais dit à mes parents qui vivent toujours là-bas que j'étais partie en vacances et que c'était la raison pour laquelle je ne pouvais leur donner trop de nouvelles. Il m'était insupportable de leur dire que j'étais enfermée et que la France ne voulait plus de moi.

Le fait d'être enfermée m'a fait comprendre le bonheur d'être libre. Depuis ma sortie du centre, je retrouve le plaisir d'une liberté anodine, de pouvoir faire des petites choses simples



Amérique du Sud

comme aller faire des courses, me promener, faire du vélo... Ces choses ne sont rien quand on y pense mais on en prend toute la mesure quand on n'a plus la liberté de les faire.

J'ai été souvent félicitée pour mon courage et ma fermeté, pour ma patience et ma persévérance face aux vicissitudes qui m'arrivaient, alors que je n'en vois aucun mérite puisque je n'avais vraiment pas le choix. Il faut toujours garder le sourire et rester courtois, il faut se relever, c'est ainsi la vie – c'est bien ça qu'on nous apprend quand on est petit ! »



Portrait de Jean-Léonard Ndayishimiye

« De tout mal, il sort un bien »



Burundi





L'enfance

« Je suis depuis tout petit un élément formateur de groupes, ce qui m'intéresse c'est l'animation, les relations, les activités culturelles et sportives. Ce qui fait que dans toutes les couches sociales, civiles, politiques, associatives, j'ai des points d'ancrage partout, toujours présents (...) J'ai été contraint de quitter le Burundi. Je n'avais pas envie de le quitter ».

C'est l'histoire d'un homme dont la vie est intimement liée aux événements, disons plutôt aux bouleversements politiques d'un petit pays de l'Afrique des



Ruvyironza, rivière provenant de la source méridionale du Nil au sud du Burundi.



Grands Lacs, sous tutelle de la Belgique à l'époque coloniale. Les premiers conflits éclatent dès 1959, suivront ceux de 1961, 1965, 1969, 1972, 1988, 1991, 1993 (dix ans), 2015. Cette longue liste de conflits témoigne de la fragilité du pays et du calme qu'il est difficile de préserver entre les populations.

La force de ce parcours est la résilience et la formidable capacité à s'adapter aux situations d'injustice : « Je suis originaire de Gitega au centre du pays, mais mon père travaillait au camp militaire de Ngozi, au nord du pays. Je suis né dans un camp militaire le 30 octobre 1968. Mon père était cadre dans l'armée. Je n'ai pas eu de chance, à 4 ans et demi il y a eu un déclenchement de génocide et il est tué parmi les premiers au mois d'avril 1972. »

Ce génocide, perpétré de façon systématique et dans un grand silence

a fait toute une génération d'orphelins, de sans-pères et/ou mères « ils ont commencé par le fils du roi qui venait de passer quelques mois sur le trône. Puis, ce furent tous les ministres, les gouvernants, puis les officiers de l'armée, des supérieurs aux subalternes, puis dans la population : toute personne qui avait été à l'école et qui avait donc la capacité de dénonciation, les commerçants, les enseignants et leurs élèves jusqu'à la fin du cycle primaire et enfin tout clairvoyant qui serait resté. Cela a duré plus de deux ans. »

Issu de l'ethnie majoritaire hutu¹, du clan des Bavumu, héritiers des tambours du Burundi, qui autrefois avait le rôle principal des activités de prestige auprès de la cour royale, le jeune Jean Léonard jouait aux tambours dès la 9^{ème} année jusqu'à ce qu'il devienne le « capitaine » d'un groupe à l'âge de seize ans.

C'est avec sa pratique des tambours qu'il s'éveille aux savoirs, il reprend goût à l'étude : « Avant, j'avais failli tomber dans la délinquance car les élèves hutus étaient dénigrés et découragés. Il y avait un professeur tutsi qui ne m'aimait pas et qui m'a un jour dit : « même si tu es brillant tambourinaire, toi et les Barimiro, ça ne sert à rien de continuer à étudier. Allez cultiver et

garder les vaches des autres. » « En tant que hutu, le seul rêve que l'on pouvait avoir, c'était d'obtenir le diplôme d'enseignant de l'école primaire, le maximum que nous pouvions espérer. » Mais ce n'est pas l'espoir que Jean Léonard formulait pour lui-même, ce qui lui importe c'est la justice sociale. C'est au son des tambours, symbole d'un pays uni et soudé, qu'il fédère et transmet des messages au travers de la culture...

Aux termes de ses études à l'école pédagogique, il est nommé enseignant au nord du pays pour enseigner le kirundi et la biologie : « J'ai été travaillé pour aider ma mère, car les moyens laissés par mon père s'amenuisaient ; un an après, en 1993, le tout premier président hutu démocratiquement élu, Melchior Ndayishimiye, a été assassiné dans un coup d'état sanglant de l'armée (tutsi) seulement trois mois après, 101 jours, et ils ont procédé comme en 72. Cette fois-ci, il s'est créé une grande résistance populaire et les gens des milieux ruraux ne se sont pas laissés faire. » Suite à cette résistance est née une transition politique qui ne durera que deux ans et demi. Pendant ce temps, Jean Léonard lui, trouve refuge dans une famille qui l'accueille pendant trois mois, puis chez un oncle dans la capitale. Il va chercher une lettre de mutation pour enseigner à Gitega.

¹ Hutu : 85%, Tutsi : 14%, Twa : 1%



A la fin de 1995, le directeur d'établissement tutsi lui propose de devenir directeur d'internat (pour gérer la logistique et s'occuper de la vie sociale) et préfet de discipline. Dans cette école mixte (hutututsis), il introduit le hand-ball et les tambours. En 1996, un nouveau coup d'Etat éclate, encore une fois opéré par la même armée dominée par la minorité tutsi contre le président de transition hutu, Sylvestre Ntibantunganya qui trouve refuge à l'ambassade des Etats-Unis. Mais, à nouveau, le même Buyoya dépose le président intérimaire par un coup d'état militaire : *«j'ai eu peur comme les autres, j'ai fui ; après une accalmie, une semaine après, j'ai repris mon service.»*

La situation s'envenime en 1998. Quand les militaires reviennent sur cette semaine d'absence, ils l'accusent de collaborer avec les rebelles car il avait pris la défense de deux anciens élèves (accusés de rébellion) alors que ces derniers étaient simplement venus rendre visite à leurs anciens amis et assister aux matchs du Mondial ensemble... Après un long procès qui a fini à l'Etat Major de l'Armée, il décide de prendre le chemin de l'exil qui l'amène en Tanzanie, précisément à Kigoma, de l'autre côté de la rive du lac Tanganyika, dont il fera la traversée de nuit.

La Tanzanie

A son arrivée en Tanzanie, il est hébergé par un entrepreneur rencontré dans le bateau qui le prend en charge une semaine à l'hôtel pour essayer de le convaincre et le motiver à aller travailler pour lui.

Il préfère éviter l'aventure dès le premier jour et reste avec d'autres au camp de réfugiés de Nduta. Il travaille dans une ONG américaine « CDC » (Center for Disease and Crisis) pendant neuf mois où il sert d'interprète et d'intermédiaire auprès des réfugiés du HCR. Il a en tête de progresser jusqu'en Australie, il décide de partir un an plus tard à destination de l'Australie via le Mozambique.

Le Mozambique

Au nord du Mozambique, dans la ville de Nyassa, l'archevêché, qui collabore avec les institutions de l'Etat, prend en charge le flux de réfugiés qui sont accueillis chaleureusement.

Après un séjour de quelques semaines, Jean Léonard est convoyé avec d'autres vers la capitale au sud du pays. Il atterrit au camp de réfugiés de Bobole à 50 kilomètres de Maputo, la capitale. Il devient curieux de découvrir le pays et finalement prêt à se reposer un peu. Très peu. Il décide d'y animer des activités culturelles pour occuper la jeunesse en

commençant par les tambours. Sur des sacs remplis de sable tout d'abord : Léopard, Jean Paul, Patience, Pierre, Joseph, Clément, Kennedy, Moïse et les autres feront résonner les tambours dans le camp tous les dimanches au son de : Akaranga ka ba sokuru bacu (« Les valeurs de nos ancêtres »), ou encore « Saba Imana riherere mu nda » (« Demandez à Dieu que le chagrin se dissipe en soi »), ...



Au camp de réfugiés de Bobole, Mozambique.

Promouvoir la culture, occuper la jeunesse, éviter la délinquance, créer des ponts, s'ouvrir aux autres, la liste des retombées positives de ce groupe qu'il dénomme ATB « Artes et Tradições de Burundi » est longue. Jean Léonard est rapidement dépassé par le mouvement qu'il a lui-même lancé.

Peu à peu, des curieux et journalistes de tous horizons se rassemblent pour venir écouter les répétitions. Il est invité à une Conférence culturelle des pays d'Afrique

où il représente sa région des Grands Lacs, il enchaîne avec des spectacles, interviews à la télévision et à la « Radio de Mozambique ». L'association permet au groupe de participer aux Festivals de musique et de voyager dans tout le pays.

Jean Léonard devient l'ami des artistes Fiel Dos Santos (sculpteur), Queha et Malangatana (peintres), Chico Antonio (musicien). Ce dernier, orphelin comme lui, le prend sous son aile, l'héberge : entre eux une histoire d'amitié unique.

Il apprend le portugais, l'informatique au Centro de Formação Industrial, enseigne le français à temps partiel. Il suit une formation d'un mois pour ouvrir une boulangerie dans le village de Bobole,



Un ami de Jean-Léonard

pour renforcer les liens entre les réfugiés et les locaux, non sans avoir sacrifié un coq et partagé la bière avec le chef coutumier dans le respect de la tradition mozambicaine lors de l'inauguration de la boulangerie « Pao Fresco de Bobole ».

Lors d'un atelier au Nucleo d'Arte à Maputo, il rencontre celle avec qui il fondera une famille, une française, témoin de la maîtrise de son art : de la conception des tambours à l'animation par la danse, le chant et la poésie. Jean Léonard Ndayishimiye incarne la tradition des Tambours du Burundi.

La Fabrication des tambours



Pour vivre, il fabrique et vend des tambours et d'autres instruments de musique traditionnels de qualité qu'il exporte également en Afrique du Sud. Ses tambours serviront de décor pour le film Ali de Michael Mann réalisé au Mozambique.



L'atelier de confection des tambours (Bobole).

La France (2001)

En France, Jean Léonard fonde sa famille puis décide de faire ce qu'il sait faire. Comme au Burundi, en Tanzanie et au Mozambique, il recrée un groupe de tambours... En recyclant des troncs d'arbres tombés suite à la tempête de 1999, il construit onze tambours dans un « squat » à Montreuil pour un groupe qu'il (re)fonde en 2001 : « Arts et Traditions du Burundi en France ». Il découvre ainsi les gens et les quatre coins de la France.

Au moment où il s'apprêtait à recevoir le statut de réfugié au Mozambique, non sans regrets de quitter ses amis mozambicains si accueillants, il choisit de partir en France avec son passeport burundais, rejoindre sa future femme.



A l'UNESCO (Paris, septembre 2002)

De 2001 à 2003, l'imprimerie Alpe, une entreprise d'insertion sociale dans le 11^{ème} arrondissement de Paris, l'embauche.

Las, des heures à cacheter des enveloppes et mettre des papiers sous plis, il se spécialise dans les machines numériques de façonnage. Il ne lui reste plus que le dimanche pour faire parler le Tambour... (Kuvuza Ingoma)



Devant l'assembleuse piqueuse de l'entreprise d'imprimerie, Alpe SARL (Solidaires, Paris, 2002.)

Le photographe Jean-Louis Courtinat croise Jean Léonard lors de son reportage consacré aux projets d'économie locale et sociale.

Après deux ans, il effectue une formation en Maintenance Industrielle (DUT, 2005 par une bourse d'étude du CRIF) et tout en travaillant, obtient par la suite une Licence de gestion des installations énergétiques en Génie climatique grâce à une bourse Fongécif (2008).

Fin 2009, il est embauché par l'entreprise Vinci Facilities où il passe de technicien à responsable technique.



Le magazine de la société prend un cliché du « salarié de référence » sur le terrain, Vinci Facilities, N° 1, décembre 2012.

En 2013, il est un visage représentatif de la diversité de cette même société et figure sur la carte de vœux de la nouvelle année.

Vie associative et développement

Il crée DUZE (Don d'Utilité des Zones d'Espoir) qui en kirundi signifie « Réhaussez » (la qualité de vie), en hommage aux villageois des milieux ruraux de sa colline natale. Cette association de projets de développement communautaire et solidaire est créée en juillet 2012 avec le financement de 12 chèvres pour 12 ménages qui s'en occupent sur le principe de mutualisation des moyens. Les chèvres alimentent et financent la scolarité des enfants et les cartes de santé. Les chèvres déjà, mais aussi la réorganisation des cultures, la plantation de bananiers, les tôles ondulées pour couvrir les toits de 137 maisons ; le projet envisage l'adduction d'eau potable et un centre de santé, un centre culturel et de formation aux métiers.

Jean Léonard conçoit des plans, rédige des rapports de nuit pour voir son rêve se réaliser : que la vie quotidienne des gens de Nyabiraba, sur la colline Cimba, sans eau et électricité à proximité, évolue. Sur place, les ménages coopèrent, s'organisent en cellules qui se multiplient prodigieusement, il en existe 16 actuellement pour un objectif de 27. Sur place, des personnes de confiance sans lesquels rien ne pourrait voir le jour accompagnent ce projet.



Pose de la première pierre du mémorial en hommage aux disparus, 30 avril 2017.

L'Ambassade de France au Burundi soutient le projet (2015), le ministère du développement l'appuie financièrement pour le renforcement des capacités de l'association DUZE (2016).

En France, au sein d'un collectif, Jean Léonard travaille à briser le silence et lutte pour la réhabilitation des victimes de l'hécatombe de 1972 au Burundi.

Le 30 avril 2017², pour combler les lacunes de la mémoire collective, une première pierre a été posée pour rendre hommage aux disparus, non pas dans le but de raviver les blessures, mais au contraire, pour mieux les panser et sans

2 Le 29 avril est la date anniversaire du début de l'hécatombe de 1972 au Burundi.



doute éviter que se rejouent les tragédies de l'histoire.

Tambourinaire hors pair, le son des tambours a rythmé chacune de ses vies, comme pour lui donner l'élan nécessaire pour bondir haut, à la manière des sauts exécutés par les danseurs qui accompagnent cette tradition musicale sacrée.

Les bifurcations sont autant de pirouettes, de manières de ruser et de déjouer les pièges, de pallier aux frustrations ressenties, tant dans le passé que dans le présent, lorsque ne sont pas considérées ni reconnues ses capacités.

Pour étancher sa soif de connaissances et trouver sa vraie place, celle qu'il s'est choisie et non pas celle subie, il termine actuellement le diplôme d'ingénieur « Énergie, fluides et environnement » à l'Ecole des Mines de Paris.

Une anecdote de sa mère, illustre le caractère de l'enfant, qui tout jeune refuse de l'accompagner pour aller cultiver les champs en lui disant : « *ma houe, c'est le stylo (bic)* » !

La revanche est prise sur la place que l'« autre » voulait lui attribuer.

Participants

Ecriture et rencontre avec les migrants : Taous YAHY, Sara BAHUAUD, Hatem BEN-SLAMA, Martine BENDAHAN, Elizabeth HUET, Heloise POUSSE.

Coordination : Céline GUYOT, Christian LARUELLE, Christelle MEZIERES

Graphisme : Conception et réalisation David MARTINO

Imprimerie : GIVM - Saint-Thibault-des-Vignes

Photos : pexels.com



